

MAITRE D'OUVRAGE

UNIVERSITE CLERMONT AUVERGNE
49 Boulevard François Mitterrand - CS 60032
63006 CLERMONT-FERRAND Cedex 1

Etabli en :
Décembre 2024

OP-1122

**Projet : REPLI MITTERRAND DANS GERGOVIA
29 boulevard Gergovia - 63000 CLERMONT FERRAND**

ARCHITECTE

Studio LOSA
37 rue Gonod
63000 CLERMONT FERRAND
Tél : 04.73.27.31.81
Mél : contact.losa@orange.fr

ECONOMISTE DE LA CONSTRUCTION :

Thierry ROCHE
10 rue de Fontarlioux
63540 ROMAGNAT
Tél : 04.73.26.02.68
Mél : bat-info.roche@orange.fr

BE FLUIDES :

ALGOTHERM
53 rue des Sauzes
63170 AUBIERE
Tél : 04.73.98.51.27
Mél : algotherm@algotherm-ing.fr

BUREAU CONTROLE :

VERITAS (Guilhem TESTE)
5 rue du Bois Joli - CS 900002
63800 COURNON D'AUVERGNE
Tél : 04.73.14.37.78
Mél : guilhem.teste@bureauveritas.com

COORDONNATEUR SECURITE CHANTIER :

APAVE (Damien ADAMCZYK)
30, boulevard Maurice Pourchon
63100 CLERMONT FERRAND
Tél : 06 08 89 46 49
Mél : damien.adamczyk@apave.com

OPC :

Studio LOSA
37 rue Gonod
63000 CLERMONT FERRAND
Tél : 04.73.27.31.81
Mél : contact.losa@orange.fr

Lot n°0

GENERALITES TCE

CCTP

Aff:240902 - 04/12/2024 - Indice : A

Phase:

DCE

Code	Désignation
0.1	DESCRIPTION DE L'OPERATION
0.1.1	OBJET <p>Le présent C.C.T.P. a pour but l'énumération et la description des travaux tous corps d'état relatifs à l'opération:</p> <p>REPLI MITTERRAND DANS GERGOVIA 29 boulevard Gergovia - 63000 CLERMONT FERRAND</p> <p>pour le compte du maître d'ouvrage</p> <p><u>OBSERVATIONS PARTICULIERES A L'OPERATION.</u></p> <p><u>LES TRAVAUX SERONT EXECUTES SELON UN PHASAGE IMPOSE (voir planning architecte)</u></p> <p><u>L'opération comporte principalement 3 zones d'interventions distinctes</u></p> <ul style="list-style-type: none">- TRAVAUX DANS L'ANCIEN LOGEMENT GARDIEN au niveau rez-de-chaussée- TRAVAUX DANS L'ANCIEN LOCAL REPRO au niveau entresol- TRAVAUX DANS L'ANCIENNE BIBLIOTHEQUE au niveau 2 <p><u>L'accès des matériaux au niveau 2 pourra se faire via l'escalier extérieur.</u> <u>Cet escalier de secours devra être exempt de tout stockage et sa vacuité, pour l'évacuation des niveaux supérieurs et inférieurs,</u> <u>sera assurée en toutes circonstances.</u></p> <p>Se reporter au poste 0.5.1 Organisation particulière et contraintes de chantier à prendre en compte. Se reporter également aux plans fournis et détail d'intervention sur planning prévisionnel.</p>
0.1.2	LES PARTENAIRES DU PROGRAMME
0.1.2.1	Maître d'ouvrage <p>UNIVERSITE CLERMONT AUVERGNE 49 Boulevard François Mitterrand - CS 60032 63006 CLERMONT-FERRAND Cedex 1</p>
0.1.2.2	Architecte, mandataire de l'équipe d'ingénierie (maître d'oeuvre) <p>Studio LOSA 37 rue Gonod 63000 CLERMONT FERRAND Tel : 04.73.27.31.81 Mél : contact.losa@orange.fr A établi les documents graphiques et écrits qui définissent le projet.</p>
0.1.2.3	<u>L'EQUIPE D'INGENIERIE</u>
0.1.2.3.1	Bureau d'économie de la construction <p>Thierry ROCHE 10 rue de Fontarlioux 63540 ROMAGNAT Tel : 04.73.26.02.68 Mél : bat-info.roche@orange.fr A établi les CCTP et devis quantitatifs des lots autres que techniques cités ci-dessous.</p>

Code	Désignation
0.1.2.3.2	<p>Bureau d'étude fluides</p> <p>ALGOTHERM 53 rue des Sauzes 63170 AUBIERE Tel : 04.73.98.51.27 Mél : algotherm@algotherm-ing.fr A établi les études techniques de Plomberie Sanitaire Chauffage, VMC, Electricité, Téléphone et Télévision ainsi que les CCTP et devis quantitatifs.</p>
0.1.2.4	<u>LES BUREAUX DE CONTROLE ET DE COORDINATION</u>
0.1.2.4.1	<p>Contrôleur technique</p> <p>VERITAS (Guilhem TESTE) 5 rue du Bois Joli - CS 900002 63800 COURNON D'AUVERGNE Tel : 04.73.14.37.78 Mél : guilhem.teste@bureauveritas.com</p>
0.1.2.4.2	<p>Coordonnateur sécurité santé</p> <p>APAVE (Damien ADAMCZYK) 30, boulevard Maurice Pourchon 63100 CLERMONT FERRAND Tel : 06 08 89 46 49 Mél : damien.adamczyk@apave.com</p>
0.1.2.4.3	<p>Coordonnateur SSI</p> <p>ALGOTHERM</p>
0.1.2.4.4	<p>OPC</p> <p>Studio LOSA 37 rue Gonod 63000 CLERMONT FERRAND Tel : 04.73.27.31.81 Mél : contact.losa@orange.fr</p>
0.1.3	<p>LISTE DES LOTS</p> <p>La liste des lots composant l'opération est la suivante:</p> <p>Lot n°1 DEPOSES ET DEMOLITIONS Lot n°2 CLOISONS - PLAFONDS - PEINTURE Lot n°3 MENUISERIES INTERIEURES - SERRURERIE Lot n°4 ELECTRICITE Lot n°5 PLOMBERIE - SANITAIRE - VMC</p>
0.1.4	<p>DOCUMENTS FOURNIS A L'APPEL D'OFFRE</p> <p>Liste des plans</p> <p>- l'ensemble des plans établis par l'Architecte DCE 00 - PIC Phase 1 et 2 - indice B DCE 01 - Rez-de-chaussée plan logement PRO 02 - Plan Entresol PRO 03 - R+2 - plan état des lieux PRO 04 - R+2 - plan de démolition PRO 05 - R+2 - plan d'implantation des cloisons PRO 07 - R+2 - plan des plafonds PRO 08 - R+2 - nomenclature des portes</p>

Code	Désignation
	<p>PRO 09 - R+2 - perspectives d'ambiance</p> <p>- l'ensemble des plans établis par le BET Fluides Lot 4 Electricité - plan DCE référence EL01 Lot 4 Electricité - plan DCE référence EL02 Lot 5 Plomberie Sanitaire VMC - plan DCE référence CVS01</p> <p>Autres documents</p> <p>- CCTP commun et CCTP + DPGF de chaque lot - Notice de projet - RICT du bureau de contrôle - PGC SPS - Planning et phasage de l'opération - Cahier des Charges Fonctionnel SSI, notice de sécurité et d'accessibilité - Les pièces administratives CCAP, RC, AE etc...</p>
0.2	D.T.U. - NORMES - REGLES DE CALCUL
0.2.1	<p>PREAMBULE</p> <p>Afin de pouvoir répondre aux exigences des utilisateurs, les ouvrages constitutifs de la construction doivent satisfaire à un certain nombre de règles de qualité. Ces règles sont exprimées de façons différentes:</p> <ul style="list-style-type: none">· soit par des règles de calcul,· soit par des règles technologiques· soit par des textes ou des documents ayant une portée générale dans le domaine de construction,· soit par des règles d'hygiène et de sécurité· D'une façon générale, tous les textes contenus dans le REEF et constituant le corpus technico-règlementaire de la Construction sont applicables.· Voir le " CD Reef Version 3 ". Version en vigueur à ce jour. <p><u>Rappel</u> : l'incidence de l'ensemble des obligations contenues dans le chapitre Généralités, doit être incluse pour l'ensemble des corps d'état, aux prix unitaires de chaque ouvrage.</p>
0.2.2	<p>GENERALITES</p> <p>Tous les ouvrages seront exécutés suivant les règles de l'art et devront répondre aux Prescriptions Techniques et Fonctionnelles comprises dans les textes officiels parus à la date de la signature du marché et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- le Règlement Sanitaire duquel relève les Communes où sont implantées les opérations, objet du présent marché,- les fascicules techniques du Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) approuvés par décret applicables aux marchés de travaux de bâtiments et des travaux publics.- Le Cahier des Charges DTU, les règles de calcul DTU publiées par le CSTB ainsi que les annexes modificatives, additifs ou errata, non concernés par les fascicules techniques susvisés.- Les Cahiers des Clauses Spéciales (CCS) rattachés au DTU et les mémentos pour la conception, publiés par le CSTB.- Les Cahiers des Charges pour exécution des ouvrages non traditionnels.- D'une façon générale, les règles et recommandations professionnelles relatives aux ouvrages ou parties d'ouvrages qui ne font pas l'objet de prescriptions au titre de l'ensemble des documents précédemment cités.- La classification UPEC des locaux d'habitation et des parties communes.- Les solutions types du CSTB pour l'application de la réglementation en matière d'isolation thermique, de ventilation et d'isolation acoustique. <p>Tous les matériaux et travaux non traditionnels devront être conformes à un Avis Technique de la commission instituée par l'arrêté du 2 décembre 1969, à condition que le dit Avis ait été accepté par l'association des assureurs construction (AFAC) et classé parmi les procédés et produits présentant " risque normal ".</p> <p>A défaut, l'entreprise s'engage :</p> <ul style="list-style-type: none">· soit à effectuer les démarches nécessaires pour satisfaire la double obligation qui vient d'être formulée et qu'elle devra justifier avant la réalisation des ouvrages concernés, sans pouvoir prétendre à une majoration de ses prix ;· Soit à présenter un rapport d'examen technique d'un bureau de contrôle agréé au STAC favorable à la garantie des ouvrages au titre de la police individuelle de base, et toutes attestations subséquentes faisant état notamment des avenants éventuels d'extension de garantie nécessaire.

Code	Désignation
0.2.3	<p>REGLEMENTATION - DOCUMENTS TECHNIQUES DE REFERENCE</p> <p>Les entreprises se reporteront aux normes Française et Européenne en vigueur, aux DTU, aux Eurocodes, aux avis techniques CPT, etc.... D'une manière générale, chaque entreprise s'engage à conduire son étude et sa proposition de prix conformément aux prescriptions et recommandations des textes et règles en vigueur.</p> <p>Tous les ouvrages devront répondre aux prescriptions techniques et fonctionnelles comprises dans les textes officiels parus à la date de signature du marché et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- les cahiers des charges des normes et D.T.U., les règles de calcul D.T.U. publiés par le C.S.T.B. ainsi que leurs annexes, modificatifs, additifs ou errata.- les Cahiers des Clauses Spéciales (C.C.S.) rattachés aux D.T.U., et les mémentos pour la conception publiés par le C.S.T.B.,- les règles concernant la protection sismique des bâtiments applicable à la zone- les contraintes particulières liées au site: Altitude zone de construction:- le règlement sanitaire duquel relève la commune où est implantée l'opération, objet du présent marché.- les avis techniques, les cahiers du centre technique du bois et les cahiers des charges ou procédures expérimentales spécifiques (ATEX) pour l'exécution des ouvrages non traditionnels,- Les normes : les normes françaises homologuées : Tous les produits (matériaux et équipements) pour lesquels des normes NF existent devront être homologués NF.- Les normes spécifiques "handicapé" <p>Le Référentiel réglementaire "handicapé"</p> <p>* Loi : L 2005-02-11 (2005-102) (JO du 12/02/2005) pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées - voir article 41 à 54.</p> <p>* Code de la construction et de l'habitation - Articles L 111-7 à L 111-8-4 modifiés en dernier lieu par ORD 2005-12-08 (2005-1527)</p> <p>* Code de la construction et de l'habitation - Articles R 111-18 à R 111-18-4,</p> <p>* Code de la construction et de l'habitation - Articles R 111-5 modifié par D 2006-05-17 (2006-555) (JO du 18/05/2006)</p> <p>* Décret : D 2006-05-17 (2006-555) (JO du 18/05/2006) relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation et modifiant le code de la construction et de l'habitation.</p> <p>* Arrêté du 1er août 2006 (JO du 24 août 2006) fixant les dispositions prises pour l'application des articles R.111-18 à R.111-18-7 du code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction.</p> <p>* Arrêté du 1er août 2006 (JO du 24 août 2006) fixant les dispositions prises pour l'application des articles R.111-19 à R.111-19-3 du code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public lors de leur construction ou de leur création.</p> <p>* CIR 1994-07-07 (94-95) (BO Equipement n° 1994/20 du 31/07/1994), relative à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public.</p> <p>* AR 1999-08-31 (JO du 04/09/1999) relatif aux prescriptions techniques concernant l'accessibilité aux personnes handicapées de la voirie publique ou privée ouverte à la circulation publique pris pour l'application de l'article 2 de la loi n° 91-663 du 13 juillet 1991.</p> <ul style="list-style-type: none">- Les classements aux labels décernés par les organisations de certification exemples : ACERMI - isolants thermiques MERUC - enduits monocouches F.I.T. - complexes d'étanchéité CTB CI - charpentes industrialisées en bois UPEC - revêtements plastiques - carrelages ACOTHERM - fenêtres P.V.C. CEKAL - vitrages isolants FASTE - Blocs-portes intérieurs ACERFEU - produits de désenfumage QUALICOAT - laquage sur profilés métalliques ACERFEU - produits de désenfumage QUALICOAT - laquage sur profilés métalliques

Code	Désignation
	<p>QUACANOD - Anodisation (Aluminium) CTB + - traitement des bois</p> <p>Remarque:</p> <p>1) Cette liste, non exhaustive , n'est en aucun cas limitative.</p>
0.2.4	<p>REGLEMENTATION INCENDIE ET SECURITE DES PERSONNES</p> <p>L'entreprise conduira son étude et sa proposition de prix dans le respect des réglementations ci-après:</p> <p>- Réglementation pour la sécurité des usagers Les bâtiments doivent être conçus de manière à assurer l'évacuation rapide de la totalité des occupants (art. R235-4 du code du Travail) en tenant compte des effectifs (art. R 232-12-1 du Code du Travail)</p> <p>- Réglementation incendie. Se reporter aux textes de référence suivant:</p> <p>a) L'art. R121-1 à 121-13 du C.C.H. définissant la classification en différentes catégories des matériaux et éléments de construction en fonction de leur comportement en cas d'incendie et fixant les conditions auxquelles doivent répondre ces matériaux et élément pour être classés dans ces différentes catégories.</p> <p>b) Les arrêtés des 10-09-1970, 4-11-1975, 1-12-1976, 21-04-1983 et 30-06-1983 portant sur les classifications des matériaux et éléments de construction par catégories et selon leur comportement au feu et définition des méthodes d'essais.</p> <p>c) Le code du Travail par ses décrets 92-331 et 92-332 du 31-03-1992 et 5-08-1992 relatifs à la prévention des incendies dans les établissements industriels et commerciaux.</p> <p>d) L'ensemble des normes et directives en vigueur spécifique aux établissements recevant du public (ERP)</p>
0.2.5	<p>ELEMENTS AYANT UN CLASSEMENT AU FEU</p> <p>Les éléments de construction pour lesquels un classement de résistance ou de réaction au feu est requis par la réglementation en vigueur, devront faire l'objet d'un Procès-verbal d'essai d'un laboratoire officiel ou d'une justification par le calcul selon les règles D.T.U : FA, FB, BF, FPM 88. Concernant les aménagements intérieurs: arrêté du 24 septembre 2009 paru au JO du 2 octobre 2009. Concernant les façades: articles C019 à C022 et instruction technique IT 249 de l'arrêté du 24 mai 2010 paru au JO du 6 juillet 2010.</p>
0.2.6	<p>REGLES DE CALCUL DTU</p> <p>Toutes les règles de calcul en vigueur à ce jour sont applicables.</p>
0.2.7	<p>AVIS TECHNIQUES</p> <p>Pour ce qui n'est pas traditionnel, une Commission interministérielle constituée par l'arrêté du 2 décembre 1969 modifié par les arrêtés du 17 mai 1983 et 1er Février 1985, délivre des Avis Techniques sur les matériaux et procédés nouveaux. Seuls les avis formulés par des groupes spécialisés, enregistrés et publiés dans les cahiers du CSTB et classés par l'AFAC comme procédés et produits présentant "risque normal", sont applicables.</p>
0.2.8	<p>REGLES TECHNOLOGIQUES</p> <p>Tous les Cahiers des charges DTU et Cahiers des Clauses Spéciales sont applicables. Publication par le CSTB.</p>

Code	Désignation																																		
0.2.9	<p>NORMES FRANCAISES ET EUROPEENNES</p> <p>Toutes les normes françaises et Européennes intéressant directement ou indirectement le bâtiment sont applicables. Le respect des Normes Françaises et européennes homologuées est obligatoire dans le présent projet.</p>																																		
0.2.10	<p>LEGISLATION</p> <p>Tous les textes législatifs et règlements ministériels, tous les arrêtés préfectoraux et circulaires, applicables dans les départements autres que ceux de la région parisienne, seront respectés et plus particulièrement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le Règlement Sanitaire Départemental Type annexé à la circulaire du 9 août 1978 du Ministère de la santé et de la famille. Modifié suivant circulaire du 26 avril 1982. - Les codes et règlements, les lois et textes ministériels suivants le " CD Reef V3. Version en vigueur à ce jour. 																																		
0.2.11	<p>CAHIERS DES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES</p> <p>Tous les cahiers des prescriptions techniques, guides, solutions techniques, etc... édités par le CSTB sont applicables dans le présent projet.</p>																																		
0.2.12	<p>LISTE DES DOCUMENTS TECHNIQUES UNIFIES (DTU) APPLICABLES AU PRESENT DOSSIER ET A L'ENSEMBLE DES CORPS D'ETAT</p> <p>Toute la série des DTU est applicable. Tous les DTU dans chaque série sont applicables. Voir la nomenclature sur le " CD Reef V3 ". Version en vigueur à ce jour.</p> <table> <tr> <td>11 Reconnaissance des sols</td><td>42 Etanchéité des façades</td></tr> <tr> <td>12 Terrassement</td><td>43 Etanchéité des toitures</td></tr> <tr> <td>13 Fondations</td><td>44 Joints</td></tr> <tr> <td>20 Maçonnerie</td><td>45 Isolation thermique</td></tr> <tr> <td>21 Béton armé</td><td>51 Parquets</td></tr> <tr> <td>23 Bétons divers</td><td>52 Revêtements de sols scellés</td></tr> <tr> <td>25 Plâtrerie</td><td>53 Revêtements de sols collés</td></tr> <tr> <td>26 Enduits, liants hydrauliques</td><td>55 Revêtements muraux scellés</td></tr> <tr> <td>27 Enduits projetés</td><td>58 Plafonds suspendus</td></tr> <tr> <td>31 Constructions en bois</td><td>59 Revêtements minces</td></tr> <tr> <td>32 Construction métallique</td><td>60 Plomberie</td></tr> <tr> <td>33 Façades légères</td><td>61 Gaz</td></tr> <tr> <td>34 Fermetures</td><td>64 Assainissement</td></tr> <tr> <td>36/37 Menuiseries</td><td>65 Chauffage</td></tr> <tr> <td>39 Vitrerie - Miroiterie</td><td>68 Ventilation</td></tr> <tr> <td>40 Couverture</td><td>70 Installations électriques</td></tr> <tr> <td>41 Bardages</td><td>75 Ascenseurs</td></tr> </table>	11 Reconnaissance des sols	42 Etanchéité des façades	12 Terrassement	43 Etanchéité des toitures	13 Fondations	44 Joints	20 Maçonnerie	45 Isolation thermique	21 Béton armé	51 Parquets	23 Bétons divers	52 Revêtements de sols scellés	25 Plâtrerie	53 Revêtements de sols collés	26 Enduits, liants hydrauliques	55 Revêtements muraux scellés	27 Enduits projetés	58 Plafonds suspendus	31 Constructions en bois	59 Revêtements minces	32 Construction métallique	60 Plomberie	33 Façades légères	61 Gaz	34 Fermetures	64 Assainissement	36/37 Menuiseries	65 Chauffage	39 Vitrerie - Miroiterie	68 Ventilation	40 Couverture	70 Installations électriques	41 Bardages	75 Ascenseurs
11 Reconnaissance des sols	42 Etanchéité des façades																																		
12 Terrassement	43 Etanchéité des toitures																																		
13 Fondations	44 Joints																																		
20 Maçonnerie	45 Isolation thermique																																		
21 Béton armé	51 Parquets																																		
23 Bétons divers	52 Revêtements de sols scellés																																		
25 Plâtrerie	53 Revêtements de sols collés																																		
26 Enduits, liants hydrauliques	55 Revêtements muraux scellés																																		
27 Enduits projetés	58 Plafonds suspendus																																		
31 Constructions en bois	59 Revêtements minces																																		
32 Construction métallique	60 Plomberie																																		
33 Façades légères	61 Gaz																																		
34 Fermetures	64 Assainissement																																		
36/37 Menuiseries	65 Chauffage																																		
39 Vitrerie - Miroiterie	68 Ventilation																																		
40 Couverture	70 Installations électriques																																		
41 Bardages	75 Ascenseurs																																		
0.2.13	<p>NOTA</p> <p>L'énumération de certains DTU et NORMES en tête ou en cours de la description des différents corps d'état n'exclut pas ces derniers du champ d'application de l'ensemble des documents mentionnés ci-dessus.</p>																																		
0.3	<p>ETUDES ET MISE AU POINT AVANT EXECUTION</p>																																		
0.3.1	<p>CONNAISSANCE DES LIEUX / VISITE SUR PLACE.</p> <p>VISITE SUR PLACE Chaque entrepreneur doit se rendre sur place afin d'apprécier toutes sujétions influant sur son prix et la réalisation des travaux.</p> <p>Le fait de présenter des offres pour l'exécution des travaux projetés implique que les entrepreneurs ont pris tous renseignements utiles et qu'ils connaissent les lieux et les sujétions de services et d'approvisionnement et toutes les difficultés en résultant.</p> <p>Il implique également qu'ils ont pris complètement connaissance du C.C.T.P. concernant l'ensemble des corps d'état et qu'ils ont tenu compte, dans leurs offres, des travaux pouvant en résulter.</p>																																		

Code	Désignation
0.3.2	<p>L'entrepreneur est donc réputé avoir, avant remise de son offre :</p> <ul style="list-style-type: none">• visiter le bâtiments pour une bonne connaissance de l'état des lieux et du bâti existant.• pris connaissance complète et entière des lieux, de leur disposition, leur possibilité d'accès et de leurs abords, des servitudes dues à l'environnement, des contraintes et frais engendrés pour l'accès au site etc.• avoir effectué toutes enquêtes nécessaires, afin de se rendre compte des sujétions particulières à la nature de l'opération.• avoir, s'il le jugeait utile, sollicité le maître d'oeuvre ou le maître d'ouvrage pour tous renseignements nécessaires. <p>Il est donc réputé avoir pu apprécier l'ensemble des contraintes liées au bâtiment, au site et à son environnement et en avoir tenu compte dans son offre.</p> <p>En aucun cas, il ne pourra se prévaloir d'insuffisance ou omission pour demander une quelconque indemnité.</p> <p>En résumé, les entrepreneurs sont réputés avoir pris connaissance parfaite des lieux et de toutes les conditions pouvant, de quelque manière que ce soit, avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des travaux à réaliser. Aucun entrepreneur ne pourra donc arguer d'une ignorance quelconque à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix.</p> <p>L'entreprise est sachante en ce qui concerne les règles de l'Art incombant à son métier et ses connaissances professionnelles lui confèrent la possibilité de suppléer aux détails qui ne figurent pas dans les différentes pièces de l'appel d'offre. Si les documents d'appel d'offre sont jugés insuffisants, l'entreprise doit en informer la maîtrise d'oeuvre et prendre en considération toutes les adaptations utiles à la constitution d'une offre complète.</p> <p>CONDITIONS DU MARCHE ET CONTENU DE L'OFFRE</p> <p>Type de marché Le marché de travaux sera du type <u>LOTS SEPARÉS</u> avec une ventilation correspondant à chaque corps d'état.</p> <p>Tranches et phasages de travaux L'opération s'organise en une seule tranche de travaux. Il sera demandé aux entreprises, de respecter scrupuleusement les phasages d'intervention tels que définis sur le planning provisionnel établi par l'architecte. Pour plus de détail, se reporter au planning de l'opération.</p> <p>Nature et contenu de l'offre D'une façon générale, tous les ouvrages décrits sur les CCTP ou définis dans les plans sont dus par l'entreprise. L'ensemble des documents fournis a pour objet de renseigner le plus précisément possible l'entreprise sur: - le programme général de l'opération et de définir les travaux et leur mode d'exécution. - la nature, l'importance et la qualité des ouvrages à réaliser.</p> <p>Il demeure bien entendu que l'entreprise devra par ses connaissances professionnelles et l'étude approfondie du projet, compléter cette description, de façon à présenter une offre permettant d'obtenir un travail et une finition irréprochable.</p> <p>L'entrepreneur, pour établir son offre, déclare avoir une parfaite connaissance du dossier, avoir examiné point par point tous les ouvrages relatés et tiré les conclusions nécessaires pour l'établissement de son prix. Il déclare connaître parfaitement le site et avoir une parfaite conscience des travaux attendus, que ceux-ci entrent bien dans sa spécialité et son domaine de compétence, en particulier, il reconnaît avoir questionné le Maître d'Oeuvre sur les points qui lui paraissent obscurs, de sorte qu'aucune demande se prévalant de la méconnaissance de travaux à effectuer ne pourra être considérée comme recevable par les Maîtres d'Oeuvre ou d'Ouvrage.</p> <p>L'Entrepreneur devra prendre connaissance des dispositions particulières au chantier avant l'établissement de son devis. Il ne pourra ultérieurement réclamer une modification de prix consécutive à des difficultés de réalisation qu'il n'aurait pas envisagées. Il appartient à l'Entrepreneur de chiffrer exactement en fonction du matériel qui lui est demandé, des contraintes d'exécution et des règles professionnelles, le coût de tout le matériel et des accessoires nécessaires à son utilisation et à la mise en oeuvre.</p> <p><u>Pour tous les lots et concernant l'ensemble de l'opération.</u> <u>L'offre de prix des entreprises s'entend toutes dépenses incluses et en particulier elle tiendra compte, sans que l'énoncé ci-dessous soit limitatif, des plus-values nécessitées par :</u></p> <ul style="list-style-type: none">- les contraintes liées au phasage des travaux, pendant les travaux sur une zone définie, tous les autres zones restent en activité.- les frais et difficultés de stationnement, de péage, d'approvisionnement et de mise en oeuvre,- les nettoyages et enlèvements des gravois après chaque intervention- la protection des surfaces, matériels et matériaux- l'ensemble des prescriptions prévues aux documents contractuels concernant notamment la participation des entrepreneurs à la préparation de l'exécution, l'organisation matérielle et collective du chantier et les obligations diverses des entrepreneurs prévues par les documents- le respect de la réglementation en terme de coordination sécurité chantier

Code	Désignation
	<ul style="list-style-type: none"> - les analyses ou essais prévus dans le D.T.U. seront toujours à la charge de l'entrepreneur. - les essais complémentaires demandés par le Maître d'Oeuvre seront également à la charge de l'entreprise si les résultats ne sont pas conformes aux prescriptions du marché. - tous les éléments nécessaires à la bonne tenue des ouvrages et au parfait achèvement pour l'intégralité des ouvrages de l'opération. - la main d'oeuvre, y compris les heures supplémentaires et travaux hors horaires normaux éventuels - la fourniture et la mise en oeuvre d'échafaudage, protections collectives et individuelles nécessaires dans le cadre de l'exécution dans des conditions de sécurité optimales - les aménagements demandés par le bureau de contrôle et le coordonnateur SPS, et ce à chaque phase du chantier - le transport, déchargement, stockage, surveillance, manutention, mise en place, fixation, raccordements et matériels - les raccordements provisoires et définitifs aux réseaux comprenant toutes demandes d'autorisation auprès des concessionnaires. - toutes les protections des ouvrages adjacents durant les travaux - la remise en état des ouvrages dégradés pendant la période de travaux qu'ils soient internes (dégradation d'ouvrages sur lesquels aucune intervention n'était prévue et qui ont fait l'objet d'une dégradation accidentelle ou volontaire) ou externes (voiries publiques, voiries, aménagement paysager) - les études, calculs, dessins d'exécution, nomenclature, essais et contrôles des ouvrages livrés, et notamment tout prototype ou essai préalable à l'exécution ou demande spécifique du bureau de contrôle ou de la maîtrise d'oeuvre en cours de chantier - les essais COPREC pour les équipements techniques et la fourniture des procès verbaux pour chaque phase et avant réception de chaque phase - les frais de contrôle pour l'obtention des certificats de conformité CONSUEL pour les installations électriques - les frais des équipements et installations de sécurité collectives et individuelle telles que définies au PGC, les frais de CISSCT propres aux différents corps d'état - tous moyens mis en oeuvre pour obtention des avis favorables de la commission de sécurité. - les frais de dépenses communes de chantier (installations de chantier communes d'hygiène et de sécurité pour les travailleurs et les usagers, les redevances éventuelles d'utilisation du domaine public) - les frais de dépenses communes d'études : <p>nombre d'exemplaires de plans et documents nécessaires à l'organisation, à l'étude, au contrôle et au suivi de chantier pour le maître d'ouvrage, la maîtrise d'oeuvre, le bureau de contrôle et le coordonnateur SPS</p> <ul style="list-style-type: none"> - tous documents nécessaires à l'information des services publics nécessaires - les frais de réalisation et de diffusion par l'entreprise, des documents tels que D.O.E. et D.I.U.O. complets avec 2 copies sur cédérom - les assurances - les sujétions dues au travail simultané d'ouvriers de corps d'états différents - les taxes. <p>L'Entrepreneur s'engage, du seul fait de répondre à l'offre à exécuter dans les règles de l'art une installation complète en parfait ordre de marche ; il ne pourra être réclamé de supplément ultérieurement pour tout matériel qui aurait été omis, mais prévu au descriptif ou sur les plans ou que la conception imposerait par elle-même.</p> <p>Toute prestation prévue au cadre de DPGF ou défini au CCTP est due.</p> <p>NOTA : Sauf indications contraires dûment précisées "hors fourniture" ou "hors mise en place", tout matériel mentionné dans chaque chapitre est sous-entendu fourni, posé, fixé et raccordé y compris toutes sujétions.</p> <p>Tous les ouvrages sont donc sous-entendu, sans avoir à le rappeler, complètement finis. Seront donc compris toutes réservations, percements, scellement, fixations, rebouchages, calages, etc... nécessaires.</p> <p>Les entrepreneurs devront prévoir dans leur remise de prix, tous échafaudages et matériels nécessaires ainsi que tous travaux de leur profession nécessaires à l'entier achèvement des travaux, et que la simple indication ou énonciation d'un ouvrage quelconque soit aux plans coupes, élévation ou au présent C.C.T.P. comprenant nécessairement tous travaux, fournitures, accessoires utiles à la confection de cet ouvrage.</p>
0.3.3	<p>COHERENCE CCTP / PLANS /PRESEANCES ET ERREURS</p> <p>Les CCTP précisent la nature et la position des prestations, ils ne peuvent être considérés indépendamment des plans. L'entreprise aura obligation de consulter l'intégralité du dossier de consultation. Elle devra examiner et étudier attentivement tous les documents décrits et dessinés.</p> <p>Dans le cas où une information technique définissant une prestation ne serait stipulée de façon concomitante dans les CCTP, plans et PGC, elle est due par défaut dès lors qu'elle apparaît sur un de ces documents.</p> <p>L'entreprise établira et joindra à sa proposition d'offre un mémoire de toutes les imprécisions, omissions ou contradictions, qu'elle aura pu constater au cours de l'étude du dossier de consultation.</p> <p>Dans le cas où l'entreprise se substitue à cette demande, elle aura l'obligation de réaliser tous les travaux complémentaires qui, sans avoir été explicitement mentionnés dans les documents, seraient toutefois nécessaires pour que les ouvrages soient terminés et qu'ils répondent parfaitement à leur utilisation tant du point de vue technique qu'esthétique.</p> <p>Si un ouvrage n'apparaît que sur les plans mais pas dans le CCTP, l'entreprise doit l'intégrer dans son forfait et il doit être valorisé dans le mémoire demandé précédemment.</p>

Code	Désignation
	<p>L'entreprise vérifiera les ouvrages appelés de limites de prestations entre corps d'état, si un oubli est constaté, l'entreprise indiquera dans la remise de son offre les ouvrages concernés. Dans tous les cas, les montants forfaitaires des corps d'état concernés sont considérés comme tenant compte de tous les ouvrages de liaison.</p> <p>Les plans architectes priment sur tous les autres plans « techniques » ou « structurels » qui ne sont que des plans de principe.</p> <p>Le dossier d'appel d'offre peut contenir des imprécisions ou omissions, si tel est le cas, l'entreprise a obligation de les signaler lors de la remise de son offre dans le mémoire évoqué ci avant. Si les points incriminés n'étaient pas réglés au moment de la mise au point du marché, ils seraient considérés inclus dans l'offre de l'entreprise au titre de l'obligation de résultat.</p> <p>- Les plans et pièces écrites constituent un ensemble, une prestation décrite dans un seul document est réputée comprise dans l'offre forfaitaire</p> <p>- Dans le cas de contradictions entre deux corps d'état ou d'un même corps d'état, quel que soit l'ordre de préséance des pièces en cause, le maître d'oeuvre décidera des travaux à réaliser, toutes les adaptations à la réglementation en vigueur étant réputées incluses dans l'offre forfaitaire</p> <p>- Dans le cas d'une limite de prestation entre corps d'état non détaillée, la prestation est réputée due par les deux corps d'état, c'est le maître d'oeuvre qui décidera qui réalisera la prestation.</p>
0.3.4	<p>MARQUES - MODELES - ECHANTILLONS - COLORIS</p> <p>Chaque fois qu'un article est défini avec un type et marque précis, l'entreprise devra répondre avec le produits décrit. La notion de similaire ne sera pas admise.</p> <p>Si des variantes obligatoires ou facultatives sont prévues, elles devront être chiffrées indépendamment et de façon distincte.</p> <p>L'entrepreneur peut néanmoins, de sa propre initiative, présenter des solutions différentes mais seulement en variante et présentées à part dans son devis. Dans ce cas, elles devront prendre en compte toutes les incidences qu'elles peuvent avoir sur les lots des autres corps d'état.</p> <p>Lorsqu'une marque ou type est donné à seule fin d'exemple, l'entreprise peut proposer tout produit répondant à la description ou au classement prévu. Lorsqu'une obligation de résultat est imposée aucun produit n'est fixé ou alors seulement cité à titre d'exemple, par contre l'obligation est impérative d'être titulaire du classement ou label imposé.</p> <p>L'entreprise qui propose un produit s'engage sur le résultat demandé au C.C.T.P. Si elle ne peut justifier de l'obtention du label, elle doit remplacer sans aucune variation de prix le produit qu'elle a prévu par un produit labellisé correspondant aux exigences.</p> <p>L'entrepreneur devra présenter pendant la période de préparation, à la date fixée par le Maître d'oeuvre, un échantillonnage du matériel retenu, ainsi que tous les prototypes de matériel fabriqués qui lui seront demandés. Ces échantillons resteront exposés jusqu'à la fin du chantier.</p> <p>En complément, l'entreprise devra demander à l'Architecte de définir le choix des coloris avant toute commande. Elle ne pourra arguer de retard si sa commande n'a pas été faite assez tôt (en fonction des délais de livraison des fabricants et des dates de mise en oeuvre).</p>
0.3.5	<p>CARACTERE FORFAITAIRE DE L'OFFRE DE L'ENTREPRISE ET PRESENTATION</p> <p>Remise des offres / quantités / présentation</p> <p>Le document Décomposition des Prix Globale et forfaitaire, fourni sous forme de cadre quantitatif, est destiné à faciliter le chiffrage de l'entreprise, l'analyse, l'élaboration et le contrôle des situations de travaux. Il n'a valeur contractuelle que sur les prix unitaires et le montant total.</p> <p><u>L'entreprise doit, pour l'établissement de son offre, impérativement remplir et respecter le quantitatif joint à l'appel d'offre</u> <u>Les éventuelles modifications devront être décrites et chiffrées à part en fin de devis.</u></p> <p>Sauf indications contraires, les prix seront donnés pour chaque ensemble fourni et posé, les offres avec main d'oeuvre globale séparée seront rejetées.</p> <p>Caractère forfaitaire de l'offre de l'entreprise</p> <p>L'entreprise s'engage sur un montant global et forfaitaire pour la réalisation des travaux faisant l'objet du présent appel d'offres et ce quelque soient les aléas rencontrés lors des travaux.</p> <p>Le prix forfaitaire doit comprendre tout ce qui est nécessaire à un achèvement complet dans le respect des objectifs à atteindre, y compris en matière de sécurité incendie, de normes diverses et aux sujétions relatives aux exigences en matière de sécurité et de protection de la santé.</p> <p>L'entrepreneur ne pourra, pour se soustraire à ces obligations, invoquer les éventuelles omissions ou contradictions des différents documents constituant le DCE.</p> <p>Toutes les explications jugées nécessaires pour l'élaboration de l'offre pourront être demandées à la maîtrise d'oeuvre, les omissions éventuelles devront être signalées si elles ne permettent pas de livrer l'ouvrage suivant les besoins des utilisateurs.</p> <p>L'entreprise a tous les droits de poser toutes questions par écrit à la maîtrise d'oeuvre, la reconnaissance des lieux sera</p>

Code	Désignation
0.3.6	<p>effectuée, l'entreprise pourra réaliser à ses frais l'ensemble des mesures/tests et essais qu'elle jugera nécessaires pour l'établissement de son offre, tous ces points confèrent à l'entreprise les données et les moyens requis à l'élaboration d'une offre forfaitaire en parfaite connaissance de cause. Aucun travail modificatif ne sera considéré comme « supplémentaire » au forfait s'il n'a pas été commandé par ordre de service proposé par le Maître d'oeuvre et signé par le Maître d'ouvrage.</p> <p>Erreur ou omission</p> <p>L'entreprise devra suppléer aux manques ou imprécisions qui pourraient exister, et demander, avant la remise de leur offre, tous les renseignements complémentaires dont elle pourrait avoir besoin.</p> <p>Il appartient à l'entrepreneur de procéder à la vérification de l'avant-métré. Toute erreur qui pourrait être décelée à quelque moment que ce soit, après la remise de l'acte d'engagement, ne saurait conduire à une modification du prix forfaitaire porté à ce dernier, y compris pour les fondations</p> <p>Si l'entreprise pense déceler une erreur, ambiguïté, omission ou disposition technique inappropriée, en ce qui concerne la description des ouvrages, des plans ou du quantitatif, elle devra répondre sur la base des dispositions CCTP et quantitatif fournis et joindra une note additionnelle avec une éventuelle proposition de mise au point technique et/ou économique.</p> <p>MATERIEL, MATERIAUX, ECHANTILLONS, PROTOTYPE, OUVRAGES TEMOINS</p> <p>Origine des matériaux</p> <p>Les matériaux utilisés devront être neufs et proviendront de carrières, usines, fabriques ou marques agréées par le maître d'oeuvre.</p> <p>Tous les matériaux et matériels proposés par l'entreprise en remplacement de ceux prescrits dans les CCTP devront répondre aux caractéristiques esthétiques et techniques, être français ou de pays rattachés économiquement (marquage CE), devront être traditionnels ou avoir un avis technique du CSTB et être agréés par le maître d'oeuvre et le bureau de contrôle.</p> <p>L'accord pour la substitution du produit décrit dans les CCTP par un autre proposé par l'entreprise devra être demandé durant la période de préparation.</p> <p>Des dossiers contenant les avis techniques, les cahiers des charges, les attestations d'assurances,..., devront être remis en nombre suffisant pour les différents intervenants afin qu'ils puissent se prononcer.</p> <p>Si le délai d'instruction dépasse le délai requis pour l'accord ou si le maître d'oeuvre refuse le matériau proposé en remplacement, l'entreprise ne pourra prétendre à rémunération supplémentaire si elle doit réaliser la prestation sur la base des spécifications techniques du dossier, l'offre étant réputée avoir été réalisée sur cette base.</p> <p>Liste et informations</p> <p>L'entreprise devra pendant la période de préparation et au maximum soixante jours après notification du marché soumettre à l'agrément du maître d'oeuvre la liste complète des fournitures, matériels et appareillages qu'elle souhaite mettre en oeuvre.</p> <p>Cette liste comprendra les indications suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - nature et objet de la fourniture - nom et adresse du constructeur ou provenance - type de matériel - numéro de fabrication ou numéro de repère de série - fiches techniques - caractéristiques principales - nombre d'articles du même type - lieu d'implantation <p>L'entreprise devra également établir une nomenclature exhaustive des matériels, matériaux et teintes mis en oeuvre sur le chantier, afin que le maître d'ouvrage puisse entériner les dispositions d'aménagements prévus, nature des prestations, coloris ainsi que la qualité de la réalisation.</p> <p>Dans le cas où l'entreprise ne réalisera pas cette demande, le maître d'oeuvre choisira les matériaux et équipements qu'il désire utiliser, sans que l'entreprise ne puisse réclamer une rémunération supplémentaire. Après accord sur les échantillons et prototypes, la liste ainsi établie sera définitive et impérative.</p> <p>Validation</p> <p>Les échantillons, matériels et prototypes seront validés en 2 temps.</p> <p>1ère phase :</p> <p>Validation des fiches techniques, plans et documentations. Dans le cas de fourniture différente de celle demandée aux CCTP, l'entreprise fournira en plus la fiche technique des produits demandés aux CCTP pour permettre la comparaison.</p> <p>2ème phase :</p> <p>Validation sur présentation des échantillons et prototypes. Dans le cas de fourniture différente de celle demandée aux CCTP, l'entreprise fournira en plus les échantillons, prototypes et fiche technique des produits demandés aux CCTP pour permettre la comparaison.</p> <p>L'accord du maître d'ouvrage devra être obtenu avant toute passation de commande par l'entreprise.</p>

Code	Désignation
	<p>Prototypes</p> <p>Pour les ouvrages répétitifs, à la demande du maître d'oeuvre, l'entreprise devra l'exécution et l'essai des prototypes. L'entreprise soumettra à l'approbation du maître d'oeuvre et du contrôleur technique les prototypes, toutes modifications seront à réaliser jusqu'à acceptation. L'entreprise prévoira le coût pour la réalisation de ces prototypes ainsi que de leur évacuation.</p> <p>Responsabilité</p> <p>De par sa profession, l'entrepreneur est seul responsable des matériels qu'il fournira et des désordres qui en résulteraient. Il ne pourra se décharger au préjudice du maître d'ouvrage de tout ou partie de la responsabilité.</p> <p>Matériels et matériaux défectueux</p> <p>Tout matériau défectueux ou dont la mise en oeuvre n'est pas satisfaisante peut être refusé par le maître d'oeuvre, l'entreprise s'engage à les enlever ou à démolir les ouvrages mal exécutés dans les délais qui lui seront prescrits, faute de quoi, après mise en demeure restée infructueuse, ils peuvent être démolis, transportés aux décharges publiques aux frais de l'entreprise.</p> <p>Approvisionnement et pose</p> <p>Les prestations pouvant être sujettes à modification, l'entreprise ne devra pas approvisionner son chantier, ni commencer l'exécution d'un ou plusieurs ouvrages sans avoir eu l'accord du maître d'oeuvre. Elle devra en faire la demande en temps utile. En ce substituant à cette clause, l'entreprise risque de se faire refuser avant ou après mise en oeuvre les éléments visés.</p>
0.3.7	<p>ETUDES TECHNIQUES</p> <p>La mission du maître d'oeuvre est une mission de base avec études d'exécution au sens du décret N°93-1268 relatif à la loi n°85-704 dite loi MOP; l'élément SSI est réalisé dans le cadre de la mission de base (voir le CCAP).</p> <p>Sauf indication contraire dans les pièces écrites de chaque lot, les entreprises n'ont pas à prendre en charge les frais d'études techniques propres aux ouvrages de leur lot, à l'exception des plans d'atelier et de chantier ou de technique faisant l'objet d'un procédé propre à l'entreprise (Les coûts ou frais correspondants font partie de l'offre et sont à inclure dans les prix unitaires de chaque entreprise).</p> <p>D'une manière générale, chaque entreprise titulaire d'un marché de travaux, fera sienne l'étude du projet et devra procéder dans les plus courts délais, à l'étude d'exécution du projet du Maître d'oeuvre, afin de lui faire connaître toutes les objections utiles à la mise au point de détails.</p> <p>Cette mise au point entraînera, si besoin est, la production de descriptions et plans complémentaires précisant les dispositions de principe et de détails arrêtés d'un commun accord.</p> <p>Les modifications imposées par le Bureau de Contrôle seront respectées sans donner lieu à supplément de prix.</p> <p>En aucun cas, l'aspect architectural du projet ne sera modifié sans le consentement du Maître d'Oeuvre.</p> <p>Ces documents doivent être soumis à l'approbation de l'architecte et du bureau de contrôle avant toute commande ou mise en fabrication.</p> <p>Chaque entreprise sera censée avoir pris connaissance de toutes les contraintes techniques inhérentes aux autres corps d'état.</p> <p>En complément, les entreprises doivent obligatoirement prendre connaissance et tenir compte des informations fournies au CCAP de l'opération.</p>
0.3.8	<p>PLANS ET C.C.T.P. (Cahier des Clauses Techniques Particulières)</p> <p>Le fait de présenter des offres de prix implique que les entrepreneurs ont pris connaissance de l'ensemble des charges et des obligations précisées sur le CCTP, qu'ils les acceptent sans réserve, et qu'ils en ont tenu compte dans l'établissement de leurs prix unitaires.</p> <p>Il implique également que les entrepreneurs ont pris complètement connaissance du CCTP concernant l'ensemble des corps d'état et qu'ils ont tenu compte, dans leurs offres, des travaux pouvant en résulter.</p> <p>Le CCTP et les plans ont pour but de renseigner les entrepreneurs sur la nature, le nombre et les dimensions des ouvrages à exécuter, mais il convient de signaler que ces descriptions et prévisions n'ont pas un caractère limitatif et que les entrepreneurs devront, comme étant compris dans leurs prix sans exception, ni réserve, tous les travaux de leur profession indispensables à l'achèvement complet.</p>

Code	Désignation
0.3.9	<p>DOSSIERS A FOURNIR PAR LES ENTREPRISES</p> <p>* Au coordonnateur: En début de chantier, l'entreprise devra remettre au coordonnateur son plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S) suivant PGC. En fin de chantier, l'entreprise devra remettre au coordonnateur "H.S.P.S " (afin de constituer son dossier d'intervention ultérieure - DIU) en 1 exemplaire sur papier + 1 exemplaire sur support informatique à définir le coordonnateur: . des notices d'entretien, les descriptions techniques et les garanties des matériaux et matériels utilisés . les plans de détails et d'exécution</p> <p>* Au M.O.:</p> <p>Dossier développement durable: Le fait de présenter des offres pour l'exécution des travaux projetés implique que les entrepreneurs ont pris l'engagement à ne mettre en oeuvre que des matériaux classé A+.</p> <p>En début de chantier, les entreprises devront donc fournir les fiches FDES pour tous les produits où le classement A+ est possible. Cette demande concerne les produits de revêtements liquides, revêtements de sols durs et souples, revêtements de murs, revêtements de plafonds, cloisons et faux plafonds, produit d'isolation, portes et fenêtres, mais aussi les produits destinés à la pose ou à la préparation des supports, panneaux à base de bois revêtu etc..</p> <p>Pour l'ensemble des clauses et critères - se reporter au poste 2.5 et critère N°6 de la notation des offres sur le Règlement de la consultation - se reporter au chapitre 11 sur le CCAP</p> <p>En fin de chantier, avant les OPR, l'entreprise devra remettre au Maître d'Oeuvre (afin de constituer son dossier des ouvrages exécutés - DOE) un jeu complet en 2 exemplaires sur papier + 1 exemplaire sur support informatique à définir avec M.O: . des notices d'entretien, les descriptions techniques et les garanties des matériaux et matériels utilisés seront soumis au bureau de contrôle . des plans de détails et de recollement</p> <p>A titre indicatif, dans tous les cas se reporter et prendre en compte les demandes et informations prévues au CCAP.</p>
0.4	<p>PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES CORPS D'ETAT</p>
0.4.1	<p>CALCUL DES OUVRAGES</p> <p>Les dimensions et sections indiquées sur les plans, au CCTP et au devis quantitatif pour la description des ouvrages, ne sont que des minimas. Ces cotes ou dimensions correspondent à des ouvrages complètement terminés ou finis. Les entrepreneurs chargés des travaux devront augmenter ces dimensions et sections chaque fois que le calcul en démontrera le besoin et ce, sans supplément. Les entrepreneurs auront à leur charge tous les risques d'accidents et conséquences pouvant résulter des vices, malfaçons, décoffrages prématurés.</p>
0.4.2	<p>NOTE IMPORTANTE A TOUS LES CORPS D'ETAT</p> <p>L'ensemble des travaux, suivant plans et CCTP, est bien spécifié à tous les entrepreneurs. Pour tous les travaux supplémentaires demandés aussi bien pour modifier cloisons, menuiseries diverses, sanitaires, sols, que tous suppléments, les entrepreneurs sont tenus de fournir obligatoirement un devis au Maître d'Ouvrage avant exécution. Les travaux supplémentaires ne pourront être exécutés qu'après délivrance de l'ordre de service les sélectionnant. Le Maître d'Ouvrage dégage sa responsabilité en tant que règlement pour les travaux supplémentaires pour lesquels l'entrepreneur n'aurait pas suivi les prescriptions ci-dessus.</p>

Code	Désignation
0.4.3	<p>PROTECTION DES OUVRAGES EXECUTES</p> <p>Il importe que chaque entrepreneur ait le souci constant et le respect des travaux exécutés par les autres corps d'état. Dans ce but, chacun doit prendre toutes les précautions utiles, établir les garanties nécessaires et s'abstenir de faire quoi que ce soit, qui sous prétexte de simplifier sa tâche, dégrade ou salisse les ouvrages des autres corps d'état, ou puisse nuire à la solidité ou à la bonne finition de l'ensemble.</p> <p>Dans le cas où le responsable ne sera pas découvert, la dépense sera portée au compte prorata.</p>
0.4.4	<p>COORDINATION</p> <p>Chaque entrepreneur devra prendre connaissance obligatoirement du CCTP Tous corps d'état.</p> <p>Si avant le début du chantier ou en cours de chantier, les entrepreneurs des différents lots constatent des contradictions entre les différentes pièces composant le marché (ex : entre CCTP et plans d'Architecte ou plans BET), ils devront obligatoirement, avant tous travaux ou commandes de fournitures, en avertir le Maître d'Oeuvre par écrit et lui fournir éventuellement un devis correspondant au plus ou moins values, que ces contradictions peuvent entraîner.</p> <p>Le non-respect de cette règle dégage le Maître d'œuvre de tous règlements de travaux supplémentaires.</p>
0.4.5	<p>TRAVAUX NECESSAIRES A L'INSTALLATION DU CHANTIER</p> <p>D'une manière générale, les entreprises devront se reporter aux préconisations du CCTP de chaque lot, au PGC établi par le SPS et aux indications portées aux CCAP. L'offre de prix des entreprises, devra obligatoirement prévoir toutes les prestations demandées. Et toute prestation demandée sur au moins un document est due.</p> <p>Sauf indications contraires, ou article spécifique, les frais qui en découlent, seront inclus dans les prix unitaires des entreprises. Seront comprises également toutes les modifications de l'installation au cours du chantier en fonction des besoins des autres entreprises, du phasage et de l'avancement du chantier.</p>
0.4.5.1	<p>A LA CHARGE DU LOT PLATRERIE - ISOLATION - PEINTURE</p> <p><u>Plan d'installation de chantier et clôtures</u></p> <p>Le plan d'installation de chantier sera établi par l'entrepreneur du lot PLATRERIE - ISOLATION - PEINTURE et soumis au visa de la maîtrise d'oeuvre, et du coordinateur SPS. Ce plan indiquera les accès du chantier, les sanitaires, les dépôts de matériaux et installations fixes pour tous les corps d'état selon les prescriptions du PGC SPS.</p> <p>Tous les accès (chantiers, livraisons, occupants, personnel ...) devront figurer sur le plan, ainsi que toutes les clôtures éventuelles et aménagements permettant de garantir la sécurité des personnes pour les zones en fonctionnement.</p> <p>Le plan d'installation de chantier sera présenté pour validation avant chaque nouvelle phase de travaux dans un délai compatible avec les dates de démarrage des phases.</p> <p>Clôture de chantier: Mise en place de clôture type vite-clos ou Héras , déplacement, entretien et réparation pendant la durée du chantier.</p> <p><u>Bureaux de chantier - Locaux d'hygiène</u> (pour tous corps d'état jusqu'à la fin du chantier)</p> <p>L'entrepreneur du lot PLATRERIE - ISOLATION - PEINTURE aura à sa charge toutes les installations nécessaires suivant exigences du SPS (voir rapport), les déplacement éventuels etc.... Les frais d'utilisation et de nettoyage sont prévus au présent lot.</p> <p>Localisation: à prévoir dans les locaux et espaces mis à disposition par le maitre d'ouvrage. Se reporter aux plans PIC phase 1 et 2</p>

Code	Désignation
	<p><u>Panneaux et affichage de chantier</u></p> <p>L'entreprise de PLATRERIE - ISOLATION - PEINTURE devra la fourniture, la mise en place et la maintenance, en parfait état, de ces panneaux pendant la durée du chantier ainsi que le démontage en fin de travaux. D'une manière générale prévoir tous les panneaux et affichages réglementaires.</p> <p><u>Amenée et repli du matériel</u></p> <p>D'une manière générale, l'entreprise devra l'amenée des matériaux, matériel etc..., suivant plans de principe installation de chantier, le repli, le nettoyage et la remise en état des lieux.</p> <p><u>Branchements</u></p> <p>Branchement électrique en puissance suffisante pour le chantier et les diverses installations prévues Depuis le réseau existant, pas de compteur spécifique à prévoir. Branchement provisoire d'eau, pas de compteur spécifique à prévoir</p> <p><u>Surveillance de chantier</u></p> <p>Il n'est pas prévu de poste spécifique concernant la surveillance de chantier, néanmoins, l'attention des entreprises est attirée sur le fait qu'il serait préférable que toutes les précautions qu'elles jugeront utiles soient prises afin de limiter les risques de vol ou de vandalisme. En cas de défaillance d'une entreprise à faire réaliser les travaux prévus au titre de son lot, à la sécurité ou à la propreté, le maître d'ouvrage pourra faire réaliser les travaux par une entreprise spécialisée et imputer la dépense à l'entreprise concernée.</p> <p><u>Compte prorata:</u></p> <p>Pour cette opération il n'est pas prévu de mettre en place un compte prorata (voir poste O.4.6). - les consommations en eau et en électricité seront réglées directement par le M.O. - les déchets de chantier seront traités individuellement, chaque entreprise étant tenue de débarrasser systématiquement et quotidiennement le chantier - locaux et abords de tous les déchets propres à son corps d'état et de procéder à leur évacuation. - les autres frais relevant habituellement du compte prorata devront être inclus dans l'offre de la présente entreprise.</p> <p><i>Localisation :</i> Base vie à organiser dans les locaux existants, suivant indications du M.O. <i>Prévoir les demandes d'autorisations nécessaires.</i> <i>Suivant plan d'organisation à faire valider auprès de l'Architecte et du bureau SPS</i></p>
0.4.5.2	<p>A LA CHARGE DU LOT ELECTRICITE</p> <p>A partir de l'alimentation électrique existante, fourniture et mise en place d'un coffret de chantier avec arrêt coup de poing comportant au minimum 4 prises monophasées 2 + T et 1 prise triphasée + T pour chaque niveau, sous réserve que le point d'utilisation le plus éloigné ne soit pas à plus de 25 m de la prise. L'entreprise devra également les éclairages de chantier nécessaires.</p>
0.4.5.3	<p>A LA CHARGE DE TOUS LES CORPS D'ETAT</p> <p>Prestations sécurité santé: D'une manière générale, les entreprises devront l'ensemble des prestations exigées par la réglementation, elles devront suivre les recommandations indiquées par le coordonnateur sécurité santé. (voir rapport joint en annexe) Sauf article spécifique, ces prestations sont implicitement incluses dans le prix unitaire des ouvrages. Se reporter aux postes 0.5.10 et 0.5.11 du CCTP Généralités</p> <p>Démarches et autorisations Les entreprises devront s'assurer des autorisations nécessaires pour le bon déroulement du chantier auprès des divers organismes de sécurité, se conformer aux règles de circulation en vigueur sur le chantier ainsi que de laisser libre les passages et accès au personnel et à la clientèle.</p>

Code	Désignation
	<p>Consommables Les consommations en eau et en électricité seront à la charge du maitre d'ouvrage.</p> <p>Stockage Les entreprises devront maintenir leur stockage sur le chantier au strict minimum et approvisionner au fur et à mesure les matériaux nécessaires. Les stockages seront maintenus en parfait état de rangement.</p> <p>Accès et stationnement Chaque entreprise devra tenir compte des difficultés éventuelles de stationnement, d'approvisionnement. Prévoir les frais de stationnement éventuels et les demandes d'autorisation de toute nature.</p> <p>Nettoyages du chantier et frais de gestion des déchets Se reporter au poste 0.4.6, 0.5.3, 0.5.14, et 0.5.15</p>
0.4.6	<p>COMPTE PRORATA = sans objet</p> <p><u>Pas de compte prorata pour la présente opération.</u></p> <p>Gestion des déchets Les travaux seront gérés individuellement avec TRI SELECTIF obligatoire. Chaque entreprise est tenue de débarrasser systématiquement et quotidiennement le chantier - locaux et abords de tous les déchets propres à son corps d'état et de procéder à leur évacuation. A prévoir le transport et les frais de décharge engendrés dans des lieux spécialisés.</p> <p>Consommables (eau et électricité): Les réseaux existants concernant l'eau et l'électricité seront mis à disposition des entreprises, donc pas de frais de consommable à prévoir pour les entreprises (réglés directement par le M.O).</p> <p>Sont prévus au lot CLOISONS - PLAFONDS - PEINTURE: - la mise en place d'une base vie dans les locaux existants - le nettoyage quotidien du bureau de chantier et des installations communes d'hygiène. - la fourniture des consommables pour le nettoyage et l'hygiène. - la mise en place des panneaux de chantier et affichage réglementaire</p>
0.4.7	<p>DEVIS ESTIMATIF QUANTITATIF</p> <p>Les entrepreneurs titulaires des marchés devront remettre à l'Architecte un exemplaire de devis estimatifs ayant servi de base à leur proposition forfaitaire. Ce devis sera utilisé pour la vérification de situations de travaux et pour déterminer le montant des travaux supplémentaires ou en diminution.</p> <p>Le quantitatif n'étant pas une pièce contractuelle, afin d'éviter toutes contestations ultérieures, celui-ci devra être obligatoirement vérifié par l'entreprise lors de sa remise de prix et avant signature du marché.</p>
0.4.8	<p>TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES</p> <p>Ces travaux seront réglés sur la base des prix unitaires du devis estimatif des entrepreneurs.</p>
0.4.9	<p>TRAVAUX EN MOINS</p> <p>Seront déduits des marchés suivant les prix unitaires du devis estimatif.</p>
0.4.10	<p>CAHIER DES CHARGES ET C.C.T.P.</p>

Code	Désignation
	<p>Le fait de présenter des offres de prix implique que les entrepreneurs ont pris connaissance de l'ensemble des charges et des obligations précisées, qu'ils les acceptent sans réserve, et qu'ils en ont tenu compte dans l'établissement de leurs prix unitaires.</p>
0.4.11	<p>OBSERVATIONS GENERALES</p> <p>Les entrepreneurs devront prévoir dans leur remise de prix, tous échafaudages et matériels nécessaires ainsi que tous travaux de leur profession nécessaires à l'entier achèvement des travaux, et que la simple indication ou énonciation d'un ouvrage quelconque soit aux plans coupes, élévation ou au présent C.C.T.P. comprenant nécessairement tous travaux, fournitures, accessoires utiles à la confection de cet ouvrage.</p> <p>L'appellation " Fourniture et Pose " (ou F et P) s'entend pour les ouvrages complètement finis. Seront donc compris toutes réservations, percements, scellement, rebouchages, calages, etc... nécessaires.</p>
0.4.12	<p>PLANNING / DUREE DES TRAVAUX / PHASAGES</p> <p>Se reporter au planning prévisionnel établi par l'architecte, celui-ci devra être approuvé et signé sans réserve par les entreprises.</p> <p>Les entreprises s'engagent à respecter les délais ainsi que les phasages de travaux préconisés.</p> <p>Un ordre de service sera délivré aux entreprises concernées pour chaque phase de travaux.</p> <p>Le calendrier enveloppe est destiné à indiquer des objectifs de délais. L'entreprise devra prévoir la mise en place des effectifs logiquement nécessaires afin de pouvoir s'y tenir, le simple fait de soumissionner en rendant une offre signifiera qu'elle accepte le calendrier prévisionnel (voir carnet de phasage fourni au dossier de consultation)</p>
0.4.13	<p>COMMISSION DE SECURITE</p> <p>Dans le cas d'un établissement recevant du public, le maître d'ouvrage demandera le passage de la commission en fin de travaux.</p> <p>Tous les documents nécessaires devront être fournis au minimum 15 jours avant, en nombre d'exemplaires nécessaires.</p> <p>L'entreprise mettra à disposition une salle de dimensions correctes avec un téléphone, fournira le dossier de récolement SSI (PV classements feu...) six semaines à l'avance suivant le contenu demandé par le bureau de contrôle au démarrage de la phase chantier.</p> <p>Les reprises dues aux remarques de la commission seront réalisées par l'entreprise avant mise en service des locaux et ce sans rémunération complémentaire à son marché forfaitaire.</p>
0.4.14	<p>ACOUSTIQUE TCE</p> <p>Les entreprises se reporteront à la réglementation acoustique, les prescriptions et valeurs précisées sur les C.C.T.P. devront être respectées.</p> <p>En particulier respecter l'arrêté du 23 avril 2003 relatif à la limitation du bruit dans les hôtels et la circulaire du 25 avril 2003 relative à l'application de la réglementation acoustique des bâtiments autres que d'habitation.</p> <p>Les coûts engendrés pour le respect de ces recommandations devront être intégrés dans les prix unitaires.</p> <p>Dans le cadre de ses prestations, l'entreprise devra:</p> <ul style="list-style-type: none">- d'une manière générale, respecter les valeurs minimales imposées par la réglementation en vigueur.- en particulier, respecter les performances acoustiques minimales indiquées au CCTP.- assurer une bonne coordination entre ouvrages de manière à atteindre les objectifs. <p>Sont compris dans l'offre des entreprises:</p> <ul style="list-style-type: none">- la sélection des matériaux et accessoires permettant d'atteindre les objectifs.- une mise en oeuvre des ouvrages permettant d'atteindre les objectifs. <p>Sauf indications contraires, tous les coûts engendrés pour le respect de ces recommandations et performances à atteindre devront être intégrés dans les prix unitaires.</p>
0.4.15	<p>FERMETURE DU CHANTIER</p> <p>L'entreprises titulaires du lot Cloisons - Plafonds - Peinture devra dans le cadre de son offre, prévoir à sa charge la gestion de la fermeture et de l'ouverture journalière du chantier jusqu'à la fin des travaux.</p>

Code	Désignation
	<p>A ce titre, cette entreprise sera responsable de la fermeture du chantier et devra à ce titre toutes les dispositions nécessaires permettant d'assurer la protection des ouvrages, et l'inaccessibilité aux personnels non autorisés.</p> <p>Les recommandations du plan général de coordination complètent les prescriptions du présent article.</p>
0.5	CONDITIONS D'EXECUTION DES TRAVAUX
0.5.1	ORGANISATION PARTICULIERE ET CONTRAINTE DE CHANTIER A PRENDRE EN COMPTE Travaux réalisés en site occupé <p>L'attention des entreprises est attirée sur le fait que les travaux seront réalisés dans un bâtiment occupé par son personnel et ses utilisateurs, au sein d'un bâtiment universitaire dont l'activité sera maintenue durant la réalisation des travaux.</p> <p>Dans l'organisation de chantier, il sera possible pour certaines zones de les isoler temporairement des secteurs en activités selon un planning imposé, tandis que pour d'autres zones, notamment les zones de circulations, il n'est pas possible de les isoler, dans ce cas les travaux devront être exécutés en laissant le passage libre aux occupants. Ceci implique pour les entreprises certaines contraintes dans la journée et l'obligation systématique de procéder au nettoyage en fin de journée, ainsi que d'évacuer les matériels et matériaux, afin de permettre un fonctionnement normal de l'établissement.</p> <p>A prévoir entre autre (liste non exhaustive)</p> <ul style="list-style-type: none">- la gêne occasionnée (sonore, visuelle, olfactive) doit donc être limitée.- certains travaux particulièrement gênants pourront faire l'objet d'horaires imposés- les équipes intervenantes sur le chantier devront respecter la plus grande discrétion, tout le personnel, y compris les sous traitants, devra toujours garder une attitude irréprochable.- tous les ouvriers présents sur le chantier (y/c les sous-traitants éventuels) devront porter une tenue de travail correcte avec badges d'identification au nom de l'entreprise et de l'agent- le respect du site et la protection des locaux contre les dégradations seront exigés pendant toute la durée du chantier.- prévoir toutes les dispositions pour la mise en sécurité des zones de chantier accessibles- prévoir les démarches d'obtention des autorisations pour l'accession à chaque zone- prévoir le déplacement et la remise en place des meubles ou autres nécessaires à la réalisation des travaux.- les travaux seront réalisés et organisés par secteurs selon un planning imposé- il faut tenir compte des difficultés d'accès.- le nombre d'ouvrier présent sur le site sera adapté à la demande, suivant les cas <p>Sauf indication contraire, les entreprises devront tenir compte dans leurs prix unitaires des impératifs de chantier et des contraintes particulières.</p> <p>Démarches et autorisations</p> <p>Les entreprises devront obtenir les autorisations nécessaires, pour le bon déroulement du chantier, auprès du maître d'oeuvre, et des divers organismes de sécurité, se conformer aux règles de circulation en vigueur sur le chantier ainsi que de laisser libre les passages et accès aux différents services.</p>
0.5.2	PERCEMENTS - RESERVATIONS - REBOUCHAGES <p>Concernant les ouvrages existants: Tous les percements, saignées et rebouchages de murs ou de dalles sont à la charge des lots concernés.</p> <p>Important: Les entreprises ont l'obligation de respecter les plans d'exécution établis par les architectes et BET Fluides. Ces documents seront signés et annexés lors de la signature des marchés. D'une manière générale, il ne sera accepter aucune majoration de prix suite à des éventuels oublis, erreurs d'implantation ou autres cas.</p>
0.5.3	TRIAGE, STOCKAGE ET EVACUATION DES DECHETS <p>Pas de compte prorata.</p> <p>Chaque entreprise est tenue de débarrasser le chantier - locaux et abords de tous les déchets propres à son corps d'état et de procéder à leur évacuation. A prévoir l'enlèvement systématiquement en fin de journée, pas de déchets stockés sur place, il doivent être évacués</p>

Code	Désignation
	<p>immédiatement après la dépose. A prévoir le transport et les frais de décharge engendrés dans des lieux spécialisés. Les entrepreneurs doivent dans le cadre de leurs prix unitaires inclure le surcout engendré.</p> <p><u>Obligation pour les entreprises</u></p> <p>Les travaux seront gérés individuellement avec TRI SELECTIF obligatoire. Les déchets, ouvrages déposés ou démolis seront évacués quotidiennement par les entreprises concernées. Les entreprises devront préciser dans leur offre le mode opératoire envisagé et les dispositions prévues (triage, lieux de décharge etc...) Les entreprises devront également préciser dans leur offre leurs modalités de sensibilisation des personnels au tri des déchets.</p>
0.5.4	<p>AGREMENT DE LA MAITRISE D'OUVRAGE</p> <p>Architectes et BET</p> <p>Avant toute mise en oeuvre, seront soumis à l'agrément écrit de l'architecte :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les pièces graphiques nécessaires à l'exécution des ouvrages et définies dans la note TCE, fournies par l'architecte à l'entrepreneur et acceptées sans réserve par ce dernier. - un échantillonnage des principales fournitures suivant la note TCE - une documentation complète sur toutes les fournitures détaillant leurs caractéristiques techniques, leurs divers classements (incendie etc...) avec procès-verbaux et avis techniques (CSTP notamment) <p>Tout ouvrage dont les plans, échantillons ou marques n'ayant pas obtenu l'agrément de l'architecte avant exécution, pourra être refusé lors de la réception.</p> <p>Plus simplement, faute d'avoir obtenu cet agrément préalable, l'entrepreneur ne pourra, en aucun cas de changement de fourniture décidé en cours de chantier par l'architecte ou le Maître d'Ouvrage, s'y opposer sous prétexte de commande déjà passée ou de fabrication déjà engagée.</p>
0.5.5	<p>PLAN ET DEVIS</p> <p>Chaque entrepreneur reprendra, sur place, les cotes de ses ouvrages et sous sa responsabilité. Sauf les dessins à grandeur d'exécution, aucune cote ne devra être prise à l'échelle. Chaque entrepreneur fera préciser, au Maître d'Oeuvre, les cotes qui lui feront défaut.</p> <p>Chaque entrepreneur doit comprendre dans son offre les trous, scellements et raccords nécessaires à l'exécution des ouvrages.</p> <p>Aucun travail provenant de rectification, d'erreur ou d'omission ne pourra faire l'objet de supplément au prix global.</p> <p>L'entreprise responsable de telles dépenses aura à sa charge les travaux de rectification, qu'ils soient réalisés par ses soins ou par d'autres corps d'état.</p>
0.5.6	<p>COORDINATION DES TRAVAUX - VERIFICATIONS</p> <p>Afin qu'il n'ignore rien des obligations qui le concernent, chaque entrepreneur prendra connaissance du descriptif des travaux des autres corps d'état.</p> <p>Les entrepreneurs sont tenus d'assister aux rendez-vous de chantier auxquels ils sont convoqués.</p> <p>Chaque entreprise est tenue de reconnaître par avance, tout ce qui concerne l'exécution de ses travaux et de préparer pour chaque réunion de chantier les questions de détail qui pourraient apparaître.</p> <p>Chaque entreprise organisera ses travaux de façon à limiter la durée de maintien en place des engins, échafaudages ou autre. Aucun matériel ne devra rester en place sans servir à l'exécution de travaux en particulier en période de congés annuels, ceux ci devront être démontés et stockés dans une zone non accessible au public.</p> <p>Dans l'exécution des travaux auxquels plusieurs entreprises sont appelées à concourir, chacune d'elles est tenue d'en suivre l'avancement et de s'entendre avec les autres corps d'état sur ce qu'ils ont de commun, de reconnaître par avance, tout ce qui concerne leur exécution et de fournir en temps utile, toutes les indications nécessaires à ses propres travaux, notamment les réservations et scellements, de s'assurer qu'elles sont suivies et en cas de désaccord ou de contestation, d'en référer à l'architecte.</p> <p>Tout entrepreneur qui exécute un travail s'appliquant à une partie d'ouvrage réalisée par un autre entrepreneur, du fait même qu'il entreprenne, sans autre réserve son propre travail, prend la responsabilité de la bonne exécution du travail préparatoire exécuté par le premier.</p>

Code	Désignation
0.5.7	<p>PROTECTION DES OUVRAGES</p> <p>Les ouvrages conservé devront être soigneusement protégés: sols sur toutes les surfaces d'intervention ou d'accès, les portes en générale et plus particulièrement celle au droit des accès au chantier (la porte pour l'accès vers l'escalier extérieur au R+2 et la porte extérieures d'accès à l' ancien logement au Rdc)</p> <p>Chacun des entrepreneurs devra la protection de ses ouvrages, en cours de chantier, et devra en outre veiller à ce que les ouvrages ne soient pas cause de dégradations des travaux des autres corps d'état.</p> <p>Tous les matériaux sensibles aux agents atmosphériques seront stockés à l'abri des intempéries, de l'humidité, du soleil, etc... suivant les cas. Tout élément ayant subi des détériorations ou des phénomènes incompatibles à sa mise en oeuvre devra être immédiatement évacué du chantier.</p> <p>Toutes les détériorations et dégradations, y compris sur les ouvrages environnants qui apparaîtront en cours de chantier seront réparées aux frais de l'entrepreneur responsable, et si celui-ci est inconnu, elles seront réparées par l'entrepreneur titulaire de ces travaux, au titre du compte-prorata.</p> <p>Tous les ouvrages seront soigneusement protégés en cours de chantier, et en particulier, les seuils, bandeaux, appuis et ouvrages similaires qui risquent des épaufrures.</p> <p>Les surfaces finies d'ouvrages métalliques, les surfaces laquées, anodisées, etc., seront mises en oeuvre protégées par des bandes adhésives, des vernis pelables, solubles ou autres pouvant être enlevés facilement en fin de travaux.</p>
0.5.8	<p>TOLERANCE DE MISE EN OEUVRE</p> <p>Dans le cas où une entreprise emploie une technique nécessitant de la part d'un autre corps d'état des tolérances de mise en oeuvre particulières ou hors normes (planéité des supports, calepinage, alignements d'éléments etc.), elle devra d'une part avant tout début de chantier, définir, en concertation avec la ou les autres entreprises intéressées, les objectifs à atteindre, et d'autre part, en cours de chantier la vérification et l'acceptation des supports.</p> <p>TOLERANCES DIMENSIONNELLES</p> <p><u>Pour les tolérances de construction:</u> Se reporter au D.T.U. 21 de sept 84 (notamment art 5.11 et 5.12)</p> <p><u>Pour les états de surface:</u> Sauf indication contraire, se reporter au D.T.U. 21 de sept 84 (notamment art 5.21)</p>
0.5.9	<p>RECEPTION DES SUPPORTS</p> <p>Chaque entreprise prendra le chantier dans l'état où il se trouve au jour de son intervention. L'exécution de travaux sur tous supports sans observation préalable consignée sur le P.V. de rendez vous de chantier, constitue une acceptation de fait de ceux ci. Toute mise en oeuvre vaudra réception des supports sur lesquels ses travaux doivent être exécutés, l'entreprise ne pourra plus alors targuer de défaut même s'il y a malfaçon de ses propres ouvrages.</p>
0.5.10	<p>SECURITE DE CHANTIER</p> <p>D'une manière générale, les entreprises devront l'ensemble des prestations exigées par la réglementation en vigueur (description ci-après non limitative) et notamment le décret 94 11 59 du 26/12/94. Chaque entreprise assumera la totalité des dispositifs de sécurité vis à vis des intervenants et des tiers.</p> <p>En annexes aux présentes généralités seront annexés les PGC (Plans Généraux de Coordination) établis par le coordonnateur de sécurité qui fixeront les conditions particulières à chaque opération. Elles pourront compléter les présentes prescriptions par des normes de protections complémentaires.</p> <p>Les entreprise prendront connaissance des PGC, PPSPS et autre CISSCT, sauf indication contraire, les prestations demandées sont implicitement incluses dans le prix unitaire des ouvrages.</p> <p>Avant tout commencement de travaux, les entreprises devront systématiquement faire valider auprès du SPS les moyens de protection qu'elles ont mis en place afin d'assurer la sécurité des personnels et des tiers. Elles ne pourront débiter les travaux qu'après avoir obtenu l'agrément du bureau SPS.</p> <p><u>A la charge de tous les corps d'état:</u></p>

Code	Désignation
	<p>Chaque entreprise (y compris sous traitante) doit:</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'une manière générale, prévoir l'ensemble des prestations prévues dans la notice sécurité santé. - participer avant le début de ses travaux à la visite d'inspection commune organisée par le Coordonnateur. - établir et diffuser son PPSPS avant de démarrer toute intervention sur le chantier. - obtenir les autorisations de voirie le cas échéant. - mettre en place ses propres installations de sécurité. L'utilisation d'échafaudage et de dispositif de sécurité d'un autre corps d'état ne relève que d'une entente entre les entreprises concernées. - l'entretien et maintien, sous sa responsabilité, des dispositifs mis en place par les autres corps d'état pendant la durée de son intervention. - avoir obtenu l'agrément du bureau SPS avant tout démarrage de travaux. <p>Nota: Le chantier sera impérativement fermé à clé sous la responsabilité d'une entreprise préalablement désigné.</p> <p>Sauf indication contraire, ces prestations sont implicitement incluses dans le prix unitaire des ouvrages.</p>
0.5.11	<p>SECURITE SANTE</p> <p>Le chantier devra se dérouler conformément à la loi sécurité santé en vigueur. Le DTA et les diagnostics amiante avant travaux seront mis à disposition des entreprises. D'une manière générale les entreprises devront se reporter aux préconisations du PGC. Sauf indication contraire et en l'absence de poste spécifique, le coût des dispositions Sécurité Santé - disposition COVID 19 doit être inclus dans les prix unitaires de chaque entreprise.</p> <p><u>Dispositions particulières COVID-19 (s'il y a lieu)</u></p> <p>Pour toutes les entreprises: Prendre connaissance et respecter en tout point le guide de préconisations de sécurité sanitaire pour la continuité des activités de la construction en période d'épidémie COVID-19, établi par l'OPPBTP. Se reporter également au PGC et aux directives du coordonateur SPS. Suivre et respecter les règles sanitaires en vigueur au moment des travaux.</p>
0.5.12	<p>ESSAIS ET VERIFICATIONS DE FONCTIONNEMENT</p> <p>Les attestations d'essais de fonctionnement " fiches COPREC ou AQC" font partie de l'offre des entreprises.</p> <p>Dans le cadre de la Convention de Contrôle technique passée entre l'Ophis du Puy de Dôme et du Massif Central et le Contrôleur technique précisé dans les généralités du présent CCTP art : " Les Partenaires du programme", le contrôleur technique à la " Mission PV : Recollement des PV d'essais de fonctionnement des installations et avis sur ces PV ".</p> <p>NOTAS : Indépendamment tous les organes relatifs à la sécurité devront faire l'objet d'essais préalables par l'entreprise et devront obligatoirement être essayés lors de la visite de réception et le résultat consigné sur le procès-verbal.</p> <p>"La production des Procès-verbaux d'essais est indispensable au règlement de la dernière situation de travaux".</p>
0.5.13	<p>NUISANCES</p> <p>Les travaux s'exécuteront en site occupé et toutes les précautions devront être prises par les entreprises au regard des nuisances sonores, poussières, etc... Les modalités d'intervention stipulées dans le mémoire technique transmis par l'entreprise à l'appui de son offre seront appliquées.</p> <p>Les travaux se feront pendant les heures prévues au règlement départemental et conformément aux éventuels arrêtés préfectoraux pris en faveur de la protection contre le bruit. Les moteurs et engins bruyants seront insonorisés et équipés conformément au règlement en vigueur. Le nettoyage permanent des accès du chantier sur la voie publique ou privée ainsi que des abords est à la charge de chaque entreprise en fonction de son intervention sur le site. Il en est de même de l'entretien en cours de chantier.</p>
0.5.14	<p>NETTOYAGE DE CHANTIER</p> <p>Nettoyage en cours de travaux</p> <p>Pendant la phase de réalisation des travaux, toutes les entreprises devront nettoyer au fur et à mesure des interventions, le</p>

Code	Désignation
	<p>chantier devra être tenu en permanence en parfait état de propreté. Les entrepreneurs devront prendre toutes les dispositions utiles à ce sujet. Les déchets devront être triés, chargés et évacués, au fur et à mesure et au minimum tous les soirs. Ces nettoyages concernent les locaux touchés par les travaux, de même que ceux utilisés pour le passage des ouvriers, les approvisionnements et l'enlèvement des gravois.</p> <p><u>Un nettoyage général du chantier deux fois par semaine</u> sera réalisé par l'entreprise du lot N°2 CLOISONS - PLAFONDS - PEINTURE.</p> <p>Nettoyage en fin de travaux</p> <p>Le nettoyage final pour la réception de travaux, comprendra le nettoyage général, la remise en état des ouvrages salis ou dégradés du fait des travaux, prévoir la remise en état et le remplacement à neuf si nécessaire.</p> <p>A défaut pour les entreprises de pouvoir s'entendre, ces travaux seront réalisés par une entreprise extérieure, les coûts engendrés étant à la charge des entreprises défaillantes.</p> <p>Demande expresse du maître d'ouvrage Il est interdit aux entreprises de rejeter les déchets de toutes nature dans les réseaux EU ou EP. Les liquides souillés ou autres déchets de colle, de peinture etc.. doivent être systématiquement évacués en décharge.</p>
0.5.15	<p>LIVRAISON DES LOCAUX</p> <p>Tous les bâtiments et les terrains, propriétés du Maître d'Ouvrage, seront livrés en parfait état de propreté. Le nettoyage final étant exécuté par les entrepreneurs, ou en cas de défaillance de ceux-ci, par une entreprise spécialisée désignée à cet effet par l'Architecte les coûts engendrés étant à la charge des entreprises défaillantes.</p>

RECAPITULATIF
Lot n°0 GENERALITES TCE

Fait à _____

le _____

Bon pour accord, signature, Maître d'Ouvrage

Signature et cachet de l'Entrepreneur